



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETÉ N°226/DDPP/19
portant prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter une carrière

Le préfet de la Loire

VU le titre VIII des parties législatives et réglementaires du livre I du code de l'environnement et notamment les articles L.181-14 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des montants des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 19-25 du 3 avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 139/DDPP/19 du 8 avril 2019 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU l'arrêté préfectoral n°161/DDPP/2017 du 19 avril 2017 modifié autorisant la SOCIÉTÉ MONTBRISONNAISE DE TRAVAUX PUBLICS à exploiter une carrière de roches massives sur le territoire de la commune de AILLEUX, lieu-dit «Bois de Domois» pour une superficie de 5,45 ha et pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°385/DDPP2018 du 4 octobre 2018 portant changement d'exploitant au bénéfice de la société LES CARRIÈRES DE TRÉMA ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2016 portant autorisation de défrichement sur la commune de Ailleux ;

VU la demande du 13 mai 2019 présentée par la société LES CARRIÈRES DE TRÉMA sollicitant l'autorisation de modifier les conditions d'accès à l'exploitation et les éléments du dossier joint à la demande ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 août 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification de l'autorisation répond aux prescriptions de l'article 18.3 de l'arrêté du 19 avril 2017 autorisant l'exploitation de la carrière,

CONSIDÉRANT que la modification vise à améliorer les conditions d'accès à la carrière et à améliorer la sécurité de la circulation routière sur la route départementale 26,

CONSIDÉRANT les courriers des 27 mars 2018 et 2 juillet 2019 portant l'accord du gestionnaire de la voirie départementale sur les dispositions techniques proposées,

CONSIDÉRANT qu'ainsi la modification est jugée non substantielle du fait :

- qu'elle ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement,

- qu'elle n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients nouveaux ou significatifs

pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3,

SUR PROPOSITION du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2017 modifié susvisé, autorisant LES CARRIÈRES DE TRÉMA, dont le siège social est situé Zone Artisanale « Le Patural » - 43210 BAS-EN-BASSET, à exploiter une carrière de roches massives sur le territoire de la commune de AILLEUX, lieu-dit « Bois de Domois », sont remplacées conformément aux dispositions des articles 2 et 3 ci-après.

ARTICLE 2

Le plan de l'exploitation annexé à l'arrêté préfectoral du 19 avril 2017 modifié est adapté en ce qui concerne l'accès à la route départementale n°26 conformément à l'extrait de plan et la coupe annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2017 modifié sont maintenues sans changement.

L'attention de l'exploitant est notamment attirée sur les prescriptions :

- de l'article 32.3.1 concernant la collecte des eaux de ruissellement et leur récupération dans le bassin de décantation, qui s'appliquent à la phase de terrassement nécessaire pour la mise en place de l'accès et du bassin, afin d'éviter la pollution du ruisseau de l'Aubègue,
- de l'article 21 concernant le déboisement, défrichement et décapage des terrains.

ARTICLE 4

Les dispositions de l'arrêté du 18 avril 2016 relatif au défrichement demeurent applicables.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 6 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de AILLEUX pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de AILLEUX fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 7 : EXECUTION

Le Sous-Préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et le maire de Ailleux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Saint-Étienne, le **27 AOUT 2019**

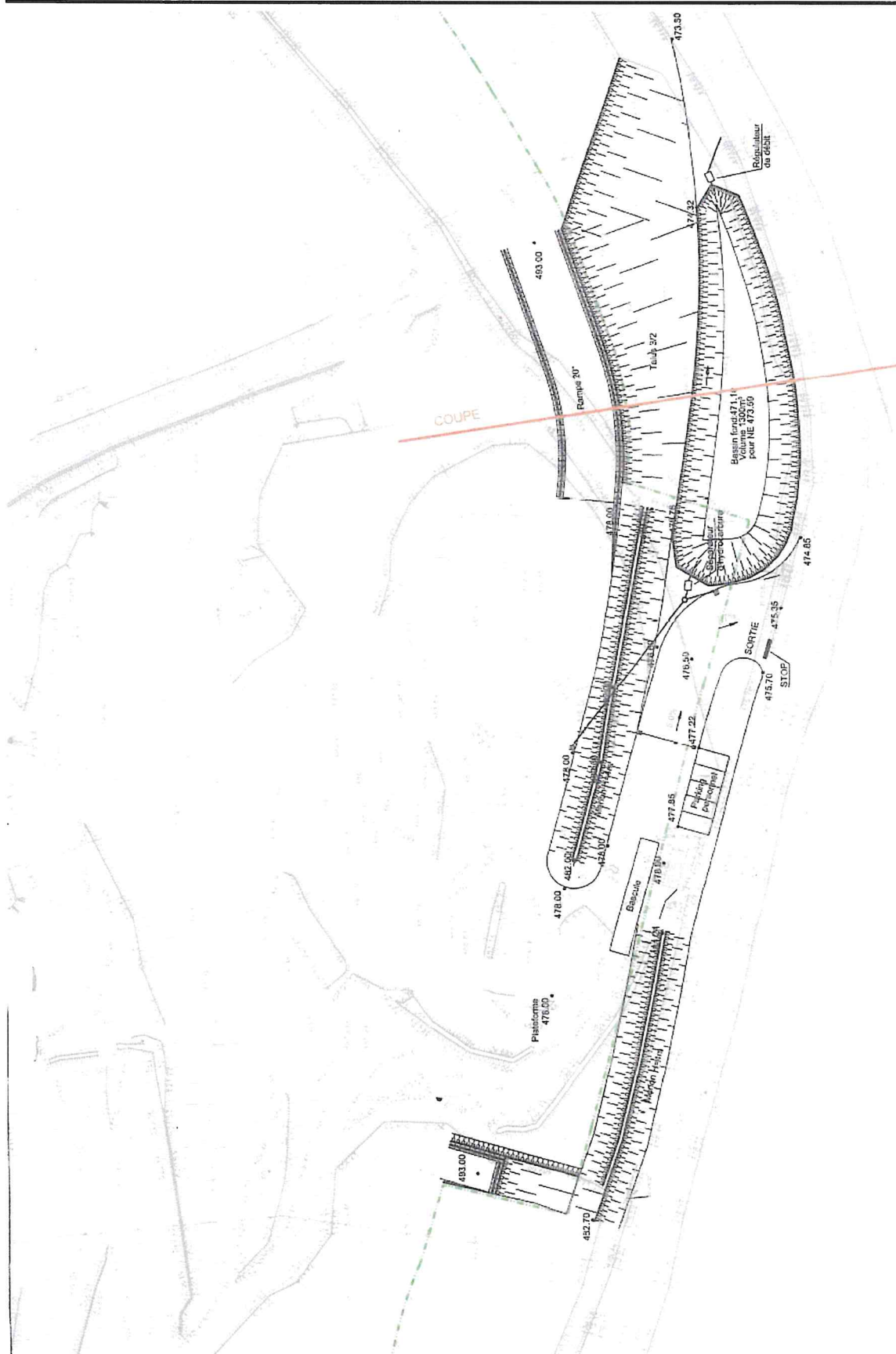
Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations

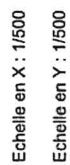

Laurent BAZIN

Copie adressée à :

- Société Les Carrières de TREMA
- Z.A. « Le Patural »
- 43210 BAS-EN-BASSET
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de Ailleux
- DREAL UID Loire Haute-Loire - Inspection des installations classées
- Archives
- Chrono

Modification du plan de l'installation (accès et bassin) – Plan



[illegible]